

Le Congo Brazzaville

Un futur grand d'Afrique

Située en plein cœur de l'Afrique centrale, la République du Congo, que l'on appelle également Congo Brazzaville pour éviter de la confondre avec la République démocratique du Congo (RDC) voisine, est un territoire riche et contrasté. Affaibli par un long épisode de guerre civile qui a eu lieu à la fin des années 1990, le pays s'est depuis résolument tourné vers l'avenir, d'une part en s'attachant à tirer le meilleur parti de ses ressources naturelles, et d'autre part en lançant un vaste programme de réformes. Panorama d'un État en plein développement.

PAR PHILIPPE GORTYCH

En se penchant quelques instants sur la carte du continent africain, une chose retient d'emblée notre attention au sujet de la République du Congo : sa situation géographique. En effet, malgré une superficie relativement faible de 342 000 km² carrés qui en fait l'un des plus petits pays africains, elle partage ses frontières avec pas moins de cinq États : le Cameroun et la République centrafricaine au nord, le Gabon à l'ouest, l'enclave angolaise de Cabinda au sud-ouest et la République démocratique du Congo au sud-est.

En plus de sa situation frontalière privilégiée, la République du Congo s'étend sur 1 200 km de part et d'autre de l'équateur et dispose d'une ouverture maritime de 170 km sur l'Atlantique Sud. Divisée en dix régions administratives, elle compte quelque 3 900 000 habitants, dont plus de la moitié réside dans les deux principales villes du pays. La première d'entre elles est Brazzaville, capitale administrative et institutionnelle, située au Sud-Est sur les rives du fleuve Congo, et compte 1 370 000 habitants. À quelque 650 km de là, au Sud-Ouest du pays, on trouve l'autre grande ville, Pointe-Noire, où vivent 1 100 000 personnes et qui demeure la capitale économique du Congo, du fait de sa localisation sur la façade atlantique qui lui donne accès à un port en eau profonde.





©AFP-GUY GERVAIS KITINA-STR

Denis Sassou Nguesso, ici à côté de Joseph Kabila, le président de son grand voisin la République démocratique du Congo, met tout en œuvre pour faire de son pays un moteur de la région.

FOCUS SUR LA SITUATION POLITIQUE

Indépendant de la France depuis 1960, le Congo Brazzaville est aujourd'hui une république de type présidentiel, actuellement régie par la Constitution du 20 janvier 2002 qui a été adoptée par référendum. Son président est le général Denis Sassou Nguesso (Parti du travail congolais). Après avoir occupé les fonctions de chef de l'État entre 1979 et 1981, il est revenu au pouvoir lors de la guerre civile de 1997, au détriment de son opposant de longue date Pascal Lissouba.

En juillet 2009 lors de la dernière élection présidentielle, Denis Sassou Nguesso a été réélu avec 78 % des suffrages pour un nouveau mandat de sept ans. Le taux de participation a été de 66 % et les deux principaux rivaux du président Sassou Nguesso étaient Joseph Kignoumbi Kia Mboungou (7,46 %) et Nicéphore Fylla Saint-Eudes (6,98 %).

Le second mandat de Denis Sassou Nguesso, réélu sur la base de ses promesses de campagne de 2002, a été placé sous le signe de la consolidation des chantiers

initiés quelques années plus tôt. Ainsi, l'enjeu majeur de sa réélection est la poursuite de son grand plan national de 2002, qu'il avait choisi de baptiser « La Nouvelle Espérance ». Composé de 12 engagements, ce programme poursuit l'ambition d'accroître le bien-être de ses concitoyens et de développer l'État congolais au sens large avec des réformes structurelles comme par exemple :

- garantir un climat de paix durable et un État de droit véritable ;
- créer de zones économiques spéciales susceptibles d'attirer de nouveaux investisseurs privés ;
- développer les réseaux de transport (routier, ferroviaire, fluvial, maritime, aéroportuaire) ;
- donner une éducation à tous, développer les pôles universitaires et promouvoir la recherche ;
- renforcer l'accès à l'eau et à l'électricité.

Au chapitre de ses institutions, le Congo Brazzaville compte actuellement un Parlement bicaméral et disposait également d'un poste de Premier ministre que le président

Sassou Nguesso a décidé de supprimer en formant son nouveau gouvernement en septembre 2009. De ce fait, le chef de l'État congolais cumule désormais deux fonctions, et doit donc également coordonner l'action des ministres.

Au chapitre des relations de voisinage en Afrique centrale, les partenaires privilégiés du Congo sont le Gabon et l'Angola. C'est d'ailleurs ce dernier qui a garanti un soutien décisif aux Congolais au cours des deux guerres civiles de 1997 et 1998-1999, qui ont durement frappé leur territoire. Quant à ses relations avec la RDC, dont l'instabilité a eu un effet de contagion sur Brazzaville, elles sont désormais pacifiées, tout comme celles avec le Rwanda, ce que la récente visite à Brazzaville du président Kagamé est venue confirmer.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Congo revendique son attachement à la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), ainsi que sa participation à la conférence de Nairobi en 2008 lorsque les tensions battaient leur plein en RDC. Remarquons enfin que sur le plan militaire, Brazzaville déploie à ce jour

Présentation de la République du Congo

120 hommes dans le cadre de la mission Micropax 1 qui a pour but de stabiliser les tensions en République centrafricaine.

Sur le plan intérieur, pour tourner la page de la guerre civile, le pays a, à partir de 2002, renoué ses relations avec ses voisins et ses partenaires du continent. Ce retour au sein des nations africaines s'est manifesté par un rapprochement entre le Congo et ses voisins directs.

LE POIDS DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Cette sortie de crise politique fut également une occasion pour le Congo de reprendre des contacts avec les organisations financières internationales, comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque mondiale, sur lesquelles le pays s'appuya pour avoir accès à l'initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPT) ou encore

pour assainir ses finances publiques et rebâtir son circuit économique. À cette époque, l'objectif affiché était de regagner la confiance des bailleurs de fonds mais aussi et surtout d'obtenir l'annulation de la dette extérieure qui paralysait sévèrement les rouages économiques congolais.

L'année 2003 marqua un nouveau temps fort pour le Congo quand il assura la présidence de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), une mission qui a lui a d'ailleurs été de nouveau confiée en 2010. Sur le plan des affaires en Afrique centrale, le pays est l'un des membres fondateurs de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).

Mentionnons par ailleurs qu'entre 2003 et 2007, le Congo a assuré la présidence de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC). Rappelons enfin qu'en 2006, le pays a été à la tête de l'Union africaine et qu'il a en outre occupé un siège de membre non permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies à l'occasion du *biennium* 2006-2007.

En 2009, en dépit du climat de crise internationale, le Congo a enregistré un taux de croissance de 6,6 %, contre 5,2 % en 2008. Ces indicateurs encourageants ont placé le pays en première position devant sept autres États d'Afrique centrale, qui pour leur part ont enregistré des taux de croissance compris entre 2 et 3 % seulement. Cette tendance se confirme dans la durée puisque pour l'année 2010, le Congo affiche une croissance économique de 12 %, due pour une écrasante partie aux revenus pétroliers qui, au cours des dernières années, ont représenté en moyenne 80 % des exportations.

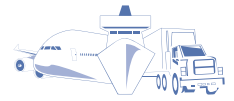
Mais avec une dette extérieure estimée à 4 000 milliards de francs CFA (6 milliards d'euros), qu'il a cumulée durant de longues années, le Congo voyait ses perspectives de développement économique considérablement réduites. Fort heureusement, en janvier 2010, après plusieurs tentatives infructueuses, la majeure partie de sa dette extérieure a été annulée.

Libéré de ce poids énorme, le Congo peut désormais poursuivre son développement avec davantage de confiance et de sérénité. Pour assurer une croissance durable de son économie, l'État a entre autres misé sur la

Une des plates-formes pétrolières au Congo du large de Pointe-Noire.



©IMAGOUS LAURENT/GAMMA



©AVENTURIER PATRICK/GAMMA

Le secteur forestier compte énormément pour l'économie congolaise. Chacun s'efforce de lutter contre la déforestation.

modernisation de son réseau de transports, dans le but de reconquérir son rang de pays de transit en Afrique centrale.

En juin 2009, le Congo Brazzaville et la RDC ont signé un accord visant à construire sur le fleuve Congo un pont-rail qui relie Brazzaville et Kinshasa. Mais le Congo ne limite pas ses partenariats avec l'Afrique centrale puisqu'il a largement fait entendre sa voix au cours du Symposium international sur l'économie maritime et les transports maritimes dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du centre, qui s'est tenu au Bénin durant cette même année. Lors de ce rassemblement, les discussions ont porté sur un réseau fluvial transéquatorial d'environ 20 000 km qui reliera le fleuve Congo aux pays des Grands Lacs que sont le Burundi, le Rwanda et la RDC. Sur le plan local, l'État consent aussi de nombreux efforts en faveur de l'élargissement des réseaux de transport public comme le bus ou le train, de façon à ce qu'ils puissent assurer de meilleures dessertes au quotidien.

LE PÉTROLE COMME PRINCIPALE RICHESSE

La répartition du Produit intérieur brut (PIB) congolais s'établit de façon inégale : 67,2 % pour le secteur primaire, 10,2 % pour le secondaire et 22,6 % pour le tertiaire.

En entrant dans le détail du secteur primaire, on constate que l'industrie pétrolière représente la principale richesse avec une

production journalière estimée à 350 barils par jour en 2010. Au deuxième rang, on trouve la filière bois qui doit sa bonne position entre autres au fait qu'au Congo, la forêt couvre plus de 20 millions d'hectares, c'est-à-dire près de 60 % du territoire. Le secteur primaire congolais est également dopé par la pêche car le Congo possède une zone économique exclusive de quelque 60 000 km². L'agriculture complète les activités du secteur primaire avec des productions de manioc, bananes, arachides, haricots...

Le secteur secondaire de l'économie congolaise s'appuie principalement sur le secteur du Bâtiment et des travaux publics (BTP), largement soutenu par les investissements privés.

Enfin, le secteur tertiaire est avant tout dominé par le secteur bancaire, le réseau ferroviaire, les infrastructures aéroportuaires et les activités portuaires. C'est d'ailleurs dans les ports congolais que se font 85 % des exportations.

On notera au passage qu'à côté du célèbre fleuve Congo, qui est le second fleuve d'Afrique après le Nil par sa longueur et le deuxième au monde après l'Amazone par son débit, le pays compte plus d'une trentaine d'autres fleuves et rivières navigables, comme par exemple le Kouilou, l'Alima, la Liouala Mossaka et la Ngoko, qui, grâce aux efforts de modernisation entrepris par l'actuel président, pourront devenir encore plus rentables.

HORIZON 2016

Avec un mandat qui court jusqu'en 2016, Denis Sassou Nguesso dispose encore d'une séquence politique relativement longue pour redynamiser l'économie du Congo et pour multiplier les accords de partenariats et échanges commerciaux avec ses voisins d'Afrique centrale et du continent africain en général, et des puissances économiques majeures comme les États-Unis, la Chine ou l'Union européenne.

Quant à savoir si celui qui occupe une place centrale dans les arènes de la vie politique congolaise depuis maintenant 50 ans sera tenté de briguer ou non un troisième mandat à l'âge de 73 ans, il est un peu trop tôt pour le savoir aujourd'hui, d'autant que la Constitution de 2002 limite à deux le nombre de septennats.

Néanmoins, il faut rappeler que durant la campagne présidentielle de 2009, le président sortant Sassou Nguesso avait anticipé cette question en déclarant : « *Ce sera en principe mon dernier mandat, sauf si la Loi fondamentale venait à changer sur ce point.* » On peut donc raisonnablement supposer qu'en cas de bilan politique positif sur son second septennat, l'homme fort du pays pourrait être tenté, si la population le soutient et l'encourage, de prendre part à un dernier combat. ■